

RETRAITES LA MACHINE A MENTIR EST LANCEE



C'est parti : l'ensemble des médias s'est emparé du dossier des retraites et TOUS véhiculent le même discours.

Il n'y aurait d'autre choix que :

- 1 – de reculer l'âge d'ouverture des droits à la retraite au-delà de 60 ans,
- 2 – d'augmenter la durée de cotisations (au-delà de 41 ans comme cela est déjà prévu en 2012)
- 3 – remettre en cause certains droits (calcul du montant de retraites par exemple) des salariés désignés comme « privilégiés » que seraient les fonctionnaires et les régimes spéciaux.

Ce discours qui censure totalement **le financement** au cœur du problème de retraites, ne peut que convenir au grand patronat (possesseur des médias).

Déjà censuré

- en 1993 réforme Balladur – Veil
- en 2003 réforme Fillon

Le financement l'est une fois de plus.

Chacun peut constater que les précédentes réformes ayant érigé le financement en tabou n'ont rien réglé sur le fond et dans la durée.

L'insuffisance des moyens n'a conduit qu'à durcir les conditions pour obtenir des retraites en baisse :

- Allongement de la durée de cotisations,
- Calcul sur les 25 meilleures années au lieu des 10 meilleures
- Indexation des retraites sur les prix et non plus sur la masse salariale du pays.

Pour satisfaire toutes les propositions de la CGT :

- Retraite à 60 ans garantissant :
- au minimum 75% du revenu d'activité, indexé sur les salaires,
- Aucune retraite inférieure au SMIC,
- Prise en compte des années d'études (comme en Allemagne et en Finlande) et des années de précarités subies,
- Reconnaissance de la pénibilité pour un départ anticipé.



Il faut passer de 12,5% du PIB (la richesse du pays issu du travail de l'ensemble de la population active) **actuellement à 18%** (on est déjà passé de 4% en 1945 à 6% en 1960 et à 12% en 1990 sans que l'économie du pays en souffre).

EST-CE POSSIBLE ?

En 2008 : l'ensemble des dividendes versés aux actionnaires a été de 242 milliards d'euros, soit 13,2% du PIB

L'ensemble des retraites versées à 14 millions de retraités a été de 230 milliards d'euros.

L'ensemble des investissements productifs de toutes les entreprises du pays a été de 212 milliards d'euros.

C'est là dessus que doit porter le débat.

Les moyens existent.

Si le patronat et le pouvoir refusent que l'on aborde la question fondamentale de la répartition des richesses créées par le travail, c'est parce que nous sommes là au cœur d'un enjeu de société.

Entre 14 millions de retraités et quelques milliers de gros actionnaires, le patronat et le gouvernement privilégient le sur-enrichissement d'une poignée de nantis du pays.

Tous ensemble, nous avons la force pour changer cela.

La richesse créée par le travail de tous doit être enfin mise au service des besoins de tous et non plus au d'une petite caste de véritables privilégiés.

**Portons tous revendicativement l'exigence d'un
financement assis sur l'ensemble des richesses
disponibles.**



Samedi 24 avril à 11 h 30 sur FR3

**L'UD CGT participera au débat sur les
retraites dans l'émission « la voix est
libre »**